

Des générations d'élèves sacrifiées à qui ?

Les chiffres statistiques peu glorieux sont toujours incertains. Il en est ainsi de la fourchette de 30 à 50 000 élèves qui, à l'issue de la 3^{ème} et souhaitant poursuivre leurs études, n'ont trouvé place ni dans les Lycées Professionnels où ils pensaient pouvoir préparer un CAP ou un BEP, diplômes qualifiants, ni en apprentissage car les patrons ne se soucient pas de ces jeunes-là. Que font ces 30 ou 50 000 jeunes en ce début d'année scolaire ? Ils redoublent leur troisième !!!

Rien qu'en Ile-de-France, ils sont autour de 5 à 7 000 dans ce cas ...

Lors des années précédentes, la situation pour nombre de jeunes filles et de jeunes gens a été identique. Comme le redoublement inutile de la 3^{ème} ne leur ouvrait pas davantage l'accès au LP, ils se sont retrouvés soit à la rue, soit en 2^{ème}, tous lieux où ils n'ont que faire. Résultat : il y a 130 000 élèves* qui triplent leur seconde et 180 000 jeunes de plus de 16 ans qui sans aucun diplôme sont sortis de l'Ecole. Ce qui est illégal.

Bon an, mal an, sont donc ainsi sacrifiés entre 300 et 400 000 jeunes, l'équivalent de la population de 2 ou 3 villes moyennes françaises. Et à quoi sont-ils sacrifiés ? Au *lobby* du collège unique, au *lobby* régional, au *lobby* de l'apprentissage et surtout au *lobby* des adversaires de l'Ecole de la République.

Dans ces *lobbies* les politiques, le patronat, les syndicats cogestionnaires font bon ménage. Les tenants du collège unique et du pédagogisme imbécile qui prétend que l'élève est en mesure de trouver en lui-même et de lui-même tout ce qu'il lui est nécessaire de savoir, qui réclament à cor et à cri le travail en petits groupes d'élèves mais qui pour sauver des postes en ces temps d'étiage démographique trouvent que remplir à ras bord les classes de 3^{ème} et de 2^{ème} avec des redoublants laissés pour compte n'a rien de scandaleux, sont les complices de ce sacrifice de générations successives. Et ceux qui tiennent les cordons de la bourse trouvent très avantageux l'aval que leur donne les précédents de supprimer peu à peu l'Enseignement Professionnel Public, dépecé entre patronat et région, tout en fournissant pour le court et le moyen terme un volant de futurs chômeurs non qualifiés, bien commode pour faire pression sur les salaires et démolir les conquêtes sociales qui rendent si coûteuse, paraît-il, la main d'œuvre française sur le vaste champ de foire de la mondialisation !

Gouverner, c'est prévoir, dit-on. Mais prévoir pour un avenir meilleur de la Cité et pour plus de bonheur des citoyens, et non pas pour transformer, au prix d'un terrifiant recul social, la majorité des femmes et des hommes en serfs attachés au service des profits boursiers et des scandaleuses et inutiles fortunes spéculatives.

Il est urgent que les républicains de ce pays exigent que l'Ecole redevienne, elle aussi, républicaine ; c'est-à-dire qu'elle donne à chaque jeune la possibilité de construire sa personnalité, sa stature de citoyen et sa liberté de travailleur au lieu de contribuer à le formater à devenir le sujet et le jouet du fric.

* Le gonflement récent des triplements de la 2^{ème} s'explique en partie par les fermetures de classes de 4^{ème} et 3^{ème} technologiques (pour une part implantées en LP) qui ont poussé vers le lycée d'enseignement général des élèves qui n'avaient ni le goût ni le niveau pour y aller.